

No. 37102

**France
and
Viet Nam**

**Convention between the French Republic and the Socialist Republic of Viet Nam
concerning cooperation with respect to the adoption of children. Hanoi, 1
February 2000**

Entry into force: *1 November 2000, in accordance with article 22*

Authentic texts: *French and Vietnamese*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 12 December 2000*

**France
et
Viet Nam**

**Convention entre la République française et la République socialiste du Vietnam
relative à la coopération en matière d'adoption d'enfants. Hanoi, 1 février 2000**

Entrée en vigueur : *1er novembre 2000, conformément à l'article 22*

Textes authentiques : *français et vietnamien*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 12 décembre 2000*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION RELATIVE À LA COOPÉRATION EN MATIÈRE D'ADOP-
TION D'ENFANTS ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA
RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM

La République française, et La République socialiste du Vietnam (désignées ci-après les Etats contractants),

Reconnaissant que, pour l'épanouissement harmonieux de sa personnalité l'enfant doit grandir dans un milieu familial, dans un climat de bonheur, d'amour et de compréhension;

Reconnaissant que chaque Etat doit prendre, par priorité, des mesures appropriées pour permettre le maintien de l'enfant dans son milieu familial et assurer une protection de remplacement à l'enfant privé de son milieu familial;

Reconnaissant que l'adoption internationale présente l'avantage de donner une famille permanente à l'enfant pour lequel une famille appropriée ne peut être trouvée dans son pays d'origine;

Désirant prendre des mesures de coopération afin de garantir que les adoptions d'enfants ressortissants d'un des deux Etats contractants et résidant habituellement sur le territoire de cet Etat contractant, par des personnes résidant habituellement sur le territoire de l'autre Etat contractant, aient lieu dans le respect des principes et valeurs fondamentaux de chaque Etat contractant et dans le respect de la convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant du 20 novembre 1989, et notamment ses dispositions concernant la garantie de l'intérêt supérieur de l'enfant et le respect de ses droits fondamentaux, ainsi que dans le souci de prévenir l'enlèvement, la vente et la traite d'enfants et les profits matériels indus à l'occasion de l'adoption;

Considérant la convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile entre la République française et la République socialiste du Vietnam signée à Paris le 24 février 1999;

Ont résolu de conclure la présente convention.

A cette fin ont désigné comme plénipotentiaires :

Le Président de la République française : Monsieur Serge Degallaix, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française en République socialiste du Vietnam,

Le Président de la République socialiste du Vietnam : Monsieur Nguyen Dinh Loc, Ministre de la Justice,

Lesquels après s'être mutuellement communiqué leurs pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I. CHAMP D'APPLICATION

Article 1

I. La présente convention s'applique lorsqu'un enfant ressortissant de l'un des deux Etats contractants et résidant habituellement sur le territoire de cet Etat doit être adopté par une personne ou deux époux résidant habituellement sur le territoire de l'autre Etat contractant (désignés ci-après les adoptants).

2. La présente convention s'applique aux adoptions d'enfants qui n'ont pas atteint l'âge limite d'adoption fixé par la législation nationale de chaque Etat contractant.

CHAPITRE II. AUTORITÉS CENTRALES

Article 2

Sont désignées comme autorités centrales des Etats contractants pour l'application de la présente convention (ci-après désignées Autorité centrale) en République française, la Mission de l'Adoption Internationale et en République socialiste du Vietnam, le Ministère de la Justice.

Article 3

Pour l'application de la présente convention, les Autorités centrales peuvent s'adjoindre le concours d'autres autorités publiques compétentes de leur Etat, ainsi que celui d'organismes agréés en matière d'adoption conformément au droit de chaque Etat contractant.

Article 4

Les Autorités centrales prennent directement ou avec le concours des autorités publiques compétentes, toutes mesures appropriées conformément à leur législation nationale pour prévenir des gains matériels indus à l'occasion d'une adoption prévue par la présente convention. Elles prennent également, s'il y a lieu, toutes mesures appropriées en vue de faire sanctionner de telles pratiques.

Article 5

Pour une bonne application de la présente convention et dans le respect de leur législation nationale, les Autorités centrales échangent des informations juridiques, des données statistiques et d'autres renseignements nécessaires.

Elles se renseignent mutuellement sur le fonctionnement de la convention et prennent les dispositions nécessaires pour que soient levés les obstacles à son application.

Article 6

Les Autorités centrales correspondent directement entre elles dans la langue de l'Etat requis; leur intervention est gratuite.

CHAPITRE III. COMPÉTENCE ET LOI APPLICABLE

Article 7

1. La décision de confier l'enfant en vue de son adoption relève de la compétence des autorités de l'Etat contractant dont l'enfant est ressortissant.

2. Lorsque la législation de l'Etat de résidence habituelle des adoptants prévoit une forme d'adoption requérant une nouvelle décision d'adoption, cette décision relève de la compétence des autorités de cet Etat.

Article 8

La désignation des personnes ou institutions habilitées à consentir à l'adoption ainsi que les formes selon lesquelles le consentement est recueilli sont régies par la loi personnelle de l'enfant.

CHAPITRE IV. PROCÉDURE DE L'ADOPTION

Article 9

Les personnes résidant habituellement sur le territoire d'un Etat contractant qui souhaitent adopter un enfant ressortissant de l'autre Etat contractant et résidant habituellement sur le territoire de celui-ci doivent s'adresser à l'Autorité centrale de l'Etat de leur résidence habituelle. Ces personnes déposent leur dossier auprès de cette Autorité.

Article 10

1. L'Autorité centrale de l'Etat de résidence habituelle des adoptants (désigné ci-après l'Etat d'accueil) s'assure :

- a) que les adoptants présentent les conditions nécessaires pour adopter;
- b) qu'ils ont été entourés des conseils nécessaires à l'adoption, notamment ceux concernant le milieu familial et social du pays d'origine de l'enfant.

2. Lorsque l'Autorité centrale de l'Etat d'accueil considère que les adoptants remplissent les conditions nécessaires pour adopter conformément à leur législation nationale, elle transmet à l'Autorité centrale de l'Etat d'origine de l'enfant le dossier des candidats à l'adoption, accompagné d'une note qu'elle établit, contenant les renseignements suivants sur les adoptants :

- a) nom et prénom, date de naissance, passeport ou carte d'identité, lieu de résidence habituelle, profession, adresse pour la correspondance;

- b) capacité légale en matière civile;
- c) aptitudes à assumer une adoption (conditions économiques, situation personnelle, familiale, médicale, milieu social...);
- d) motifs d'adoption;
- e) caractéristiques souhaitées de l'enfant qu'ils seraient aptes à adopter (âge, sexe et autres caractéristiques).

3. Le dossier d'adoption doit répondre à toutes les exigences légales des Etats contractants. Il doit être accompagné d'une traduction certifiée conforme dans la langue de l'Etat dont l'enfant est ressortissant. Les frais de traduction du dossier sont à la charge des adoptants.

Article 11

1. L'Autorité centrale de l'Etat dont l'enfant est ressortissant (désigné ci-après l'Etat d'origine) s'assure :

- a) que l'enfant proposé à l'adoption est adoptable au regard de sa loi personnelle;
- b) qu'après examen des possibilités locales de prise en charge de l'enfant, l'adoption internationale s'avère la solution la plus conforme à son intérêt;
- c) qu'un consentement à l'adoption a été donné par les personnes ou institutions habilitées à consentir à l'adoption;

d) que les personnes ou institutions visées au point c, alinéa 1 de cet article ont été dûment informées des différentes formes d'adoption prévues par la législation de l'Etat d'accueil, ainsi que de leurs effets juridiques et qu'elles ont donné expressément par écrit leur consentement à l'adoption;

e) qu'aucune demande de paiement ou contrepartie n'a été requise pour l'obtention du consentement à l'adoption visé aux points c et d, paragraphe 1 de cet article.

2. Lorsque l'Autorité centrale de l'Etat d'origine considère que l'enfant est adoptable, elle transmet le dossier des adoptants à l'autorité compétente de cet Etat, accompagné d'une note dans laquelle elle atteste que les conditions énumérées au paragraphe 1 du présent article sont remplies et formule un avis sur l'adoption envisagée.

Elle communique copie de la note à l'Autorité centrale de l'Etat d'accueil.

Article 12

L'autorité compétente de l'Etat d'origine adresse aux adoptants une note contenant les renseignements suivants sur l'enfant proposé à l'adoption :

- a) nom et prénom, sexe, date de naissance, domicile;
- b) son adoptabilité;
- c) situation personnelle, familiale et sociale;
- d) état de santé;
- e) besoins particuliers, éventuellement;

Les adoptants font connaître dans les meilleurs délais leur réponse à cette proposition à l'autorité compétente de l'Etat d'origine et adressent copie de leur réponse à l'Autorité centrale de l'Etat d'accueil.

Jusqu'à réception de la réponse des adoptants, l'enfant qui leur a été proposé ne peut faire l'objet d'une autre proposition aux fins d'adoption.

Article 13

1. La décision de confier un enfant et la remise de cet enfant aux adoptants interviennent conformément à la législation de l'Etat d'origine.

2. Les Autorités centrales des deux Etats contractants s'assurent que l'enfant bénéficie de toutes facilités pour quitter son pays d'origine, ainsi que pour entrer et séjourner de manière permanente sur le territoire de l'Etat d'accueil.

3. L'Autorité centrale de l'Etat d'accueil de l'enfant informe l'Autorité centrale de l'Etat d'origine des décisions relatives à l'adoption qui sont rendues par les autorités compétentes visées à l'article 7 paragraphe 2 de la présente convention et lui en adresse copie.

Article 14

Les Autorités centrales des deux Etats contractants se communiquent toutes autres informations utiles au traitement des dossiers individuels d'adoption.

CHAPITRE V. RECONNAISSANCE DES DÉCISIONS

Article 15

Les décisions d'adoption rendues par les autorités compétentes d'un Etat contractant, visées à l'article 7 de la présente convention, sont reconnues de plein droit sur le territoire de l'autre Etat contractant.

Toutefois, la reconnaissance peut être refusée si l'adoption est contraire aux principes et valeurs fondamentaux de l'Etat requis. En ce cas, une communication écrite doit être adressée à l'autre Etat contractant et les Etats contractants se consultent sur la mesure à prendre en vue de la protection de l'intérêt de l'enfant.

Article 16

La reconnaissance des décisions d'adoption rendues par les autorités compétentes, visées à l'Article 7 de la présente convention, emporte celle de tous les effets juridiques de l'adoption prévus par la législation de l'Etat qui a rendu la décision.

CHAPITRE VI. DISPENSE DE LÉGALISATION

Article 17

Les actes et les documents établis par les autorités compétentes d'un Etat contractant et transmis par l'Autorité centrale de cet Etat à celle de l'autre Etat sont dispensés de légalisation.

CHAPITRE VII. COOPÉRATION

Article 18

1. Les deux Etats contractants s'assurent que l'enfant ressortissant d'un Etat contractant adopté sur le territoire de l'autre Etat contractant bénéficie de la protection et des droits accordés aux enfants résidant habituellement sur leur territoire;

2. Lorsque le maintien de l'enfant dans la famille adoptive n'est plus conforme à son intérêt supérieur, l'Autorité centrale de l'Etat d'accueil s'assure que toutes dispositions sont prises en vue de sa protection. Après consultation de l'Autorité centrale de l'Etat d'origine, l'Autorité centrale de l'Etat d'accueil veille à un placement de l'enfant dans un milieu favorable à son épanouissement.

Article 19

1. Les Autorités centrales prennent les mesures appropriées pour rassembler, conserver et échanger des informations relatives à la situation de l'enfant et des futurs parents adoptifs, dans la mesure nécessaire à la réalisation de l'adoption.

2. L'Autorité centrale de l'Etat d'accueil prend les mesures appropriées pour répondre, dans le respect de sa législation nationale, aux demandes motivées d'information sur une situation particulière d'adoption formulées par l'Autorité centrale de l'Etat d'origine.

3. L'Autorité centrale de l'Etat d'origine est tenue de ne faire usage de ces informations que dans le but de protéger l'intérêt supérieur de l'enfant.

Article 20

1. Il est créé un groupe de travail mixte et paritaire composé de représentants des Autorités centrales et de représentants des autres autorités publiques compétentes en matière d'adoption de chacun des Etats contractants.

2. Le groupe de travail mixte se réunit une fois par an, alternativement dans chacun des Etats contractants, afin d'évaluer et de faire le bilan de la mise en oeuvre de la présente convention et de formuler des propositions en vue du règlement des difficultés éventuelles. Les Etats contractants peuvent, en outre, décider de réunir le groupe de travail mixte en session extraordinaire, en tant que de besoin.

Article 21

Les deux Etats contractants établissent entre eux une coopération en vue de la bonne application de la présente convention. Cette coopération porte notamment sur l'assistance technique aux autorités ou institutions intervenant dans le domaine de l'adoption, la formation de personnel ainsi que sur l'échange d'informations et d'expériences.

CHAPITRE VIII. DISPOSITIONS FINALES

Article 22

La présente convention est soumise à ratification.

La présente convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception du deuxième instrument de ratification.

Article 23

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans. Sauf décision de non prorogation de l'un des Etats contractants notifiée par écrit à l'autre Etat contractant moyennant un préavis de six mois avant le terme de la période initiale, elle est renouvelable pour des périodes de trois ans, si dans le délai de six mois avant le terme de chaque période, aucun des deux Etats contractants ne notifie par écrit à l'autre Etat contractant son opposition au renouvellement.

Article 24

La présente convention pourra faire l'objet de modifications et amendements d'un commun accord entre les Etats contractants. Toute proposition de modification sera faite par voie diplomatique.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs des Etats contractants ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait en double exemplaire, à Hanoi, le 1.2.2000, en langue française et en langue vietnamienne, les deux textes faisant également foi.

Pour la République française :

SERGE DEGALLAIX

Pour la République socialiste du Vietnam :

NGUYỄN DINH LỘC

[VIETNAMESE TEXT — TEXTE VIETNAMIEN]

**HIỆP ĐỊNH HỢP TÁC VỀ NUÔI CON NUÔI
GIỮA NƯỚC CỘNG HOÀ PHÁP
VÀ NƯỚC CỘNG HOÀ XÃ HỘI CHỦ NGHĨA VIỆT NAM**

Nước Cộng hoà Pháp và nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam (sau đây gọi là các Nước ký kết),

Công nhận rằng, để phát triển hài hòa nhân cách của mình, trẻ em cần được trưởng thành trong môi trường gia đình, trong bầu không khí hạnh phúc, yêu thương và thông cảm;

Thừa nhận rằng mỗi Nước ký kết cần ưu tiên áp dụng các biện pháp thích hợp để trẻ em được chăm sóc trong môi trường gia đình và đảm bảo cho những trẻ em không có gia đình được chăm sóc trong môi trường thay thế gia đình;

Công nhận rằng việc nuôi con nuôi quốc tế có lợi là đem lại một gia đình ổn định cho trẻ em trong trường hợp không thể tìm được gia đình thích hợp cho trẻ em đó ở ngay tại nước mình;

Mong muốn thực hiện những biện pháp hợp tác nhằm bảo đảm việc những người thường trú trên lãnh thổ của Nước ký kết này xin nhận trẻ em là công dân của Nước ký kết kia và thường trú trên lãnh thổ của Nước ký kết đó làm con nuôi được tiến hành trên cơ sở tôn trọng những nguyên tắc và giá trị cơ bản của mỗi Nước ký kết, tôn trọng Công ước của Liên hợp quốc ngày 20 tháng 11 năm 1989 về quyền trẻ em, đặc biệt là các quy định về đảm bảo lợi ích tốt nhất cho trẻ em, tôn trọng các quyền cơ bản của trẻ em, phòng ngừa mọi hành vi bắt cóc, mua bán trẻ em và thu lợi vật chất bất hợp pháp từ việc này;

Căn cứ Hiệp định tương trợ tư pháp về các vấn đề dân sự giữa nước Cộng hoà Pháp và nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam ký tại Paris ngày 24 tháng 2 năm 1999;

Đã quyết định ký kết Hiệp định này.

Để thực hiện mục đích đó,

Tổng thống nước Cộng hoà Pháp cử:

Đại sứ đặc mệnh toàn quyền Cộng hoà Pháp tại Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam SERGE DEGALLAIX,

Chủ tịch nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam cử:

Bộ trưởng Bộ Tư pháp NGUYỄN ĐÌNH LỘC,

làm Đại diện toàn quyền của mình.

Các Đại diện toàn quyền, sau khi trao đổi Giấy ủy quyền hợp thức, đã thỏa thuận những điều dưới đây:

CHƯƠNG I PHẠM VI ÁP DỤNG

Điều 1.

1. Hiệp định này được áp dụng đối với trường hợp trẻ em là công dân của Nước ký kết này và thường trú trên lãnh thổ của Nước ký kết đó được một người hoặc một cặp vợ chồng thường trú trên lãnh thổ của Nước ký kết kia xin nhận làm con nuôi (sau đây gọi là Người xin nhận con nuôi).
2. Hiệp định này được áp dụng đối với việc nuôi con nuôi là trẻ em trong độ tuổi giới hạn cho làm con nuôi do pháp luật của mỗi Nước ký kết quy định.

CHƯƠNG II CƠ QUAN TRUNG ƯƠNG

Điều 2.

Cơ quan trung ương của các Nước ký kết được chỉ định để thực hiện Hiệp định này (sau đây gọi là Cơ quan trung ương) là: về phía Cộng hoà Pháp - Cơ quan con nuôi quốc tế; và về phía Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam - Bộ Tư pháp.

Điều 3.

Để thực hiện Hiệp định này, Cơ quan trung ương của mỗi Nước ký kết có thể yêu cầu sự giúp đỡ của các cơ quan nhà nước khác có thẩm quyền của nước mình, cũng như của các tổ chức được phép hoạt động trong lĩnh vực nuôi con nuôi phù hợp với pháp luật của mỗi Nước ký kết.

Điều 4.

Các Cơ quan trung ương có thể trực tiếp hoặc với sự giúp đỡ của các cơ quan nhà nước có thẩm quyền áp dụng mọi biện pháp thích hợp phù hợp với pháp

luật của mỗi Nước ký kết để phòng ngừa việc thu lợi vật chất bất hợp pháp trong việc nuôi con nuôi theo quy định của Hiệp định này. Trong trường hợp cần thiết, các Cơ quan trung ương tiến hành mọi biện pháp thích hợp nhằm yêu cầu xử lý hành vi thu lợi vật chất bất hợp pháp trong việc nuôi con nuôi.

Điều 5.

Nhằm mục đích thực hiện đầy đủ các quy định của Hiệp định này và trên cơ sở tôn trọng pháp luật của mỗi Nước ký kết, các Cơ quan trung ương cung cấp cho nhau các thông tin về pháp luật, số liệu thống kê và những thông tin cần thiết khác.

Các Cơ quan trung ương cũng thông tin cho nhau về tình hình thực hiện Hiệp định này và tiến hành những biện pháp cần thiết để giải quyết những khó khăn trong việc thực hiện Hiệp định này.

Điều 6.

Các Cơ quan trung ương liên hệ trực tiếp với nhau bằng ngôn ngữ của Nước ký kết được yêu cầu; sự liên hệ này là miễn phí.

**CHƯƠNG III
THẨM QUYỀN VÀ LUẬT ÁP DỤNG**

Điều 7.

1. Việc quyết định cho trẻ em làm con nuôi thuộc thẩm quyền của cơ quan nhà nước của Nước ký kết mà trẻ em đó là công dân.
2. Trong trường hợp pháp luật của Nước ký kết nơi Người xin nhận con nuôi thường trú quy định một hình thức nuôi con nuôi đòi hỏi phải có quyết định mới về việc nuôi con nuôi, thì quyết định đó thuộc thẩm quyền của cơ quan nhà nước của Nước ký kết nơi Người xin nhận con nuôi thường trú.

Điều 8.

Việc xác định cá nhân, tổ chức có quyền đồng ý cho trẻ em làm con nuôi và hình thức thể hiện sự đồng ý đó tuân theo pháp luật của Nước ký kết mà trẻ em đó là công dân.

CHƯƠNG IV THỦ TỤC GIẢI QUYẾT VIỆC NUÔI CON NUÔI

Điều 9.

Người thường trú trên lãnh thổ của Nước ký kết này muốn xin nhận trẻ em là công dân của Nước ký kết kia và thường trú trên lãnh thổ của Nước ký kết đó làm con nuôi phải liên hệ với Cơ quan trung ương của Nước ký kết nơi Người xin nhận con nuôi thường trú. Người xin nhận con nuôi nộp hồ sơ cho Cơ quan trung ương của Nước ký kết nơi người đó thường trú.

Điều 10.

1. Cơ quan trung ương của Nước ký kết nơi Người xin nhận con nuôi thường trú (sau đây gọi là Nước tiếp nhận) phải đảm bảo rằng:

- a) Người xin nhận con nuôi có đủ các điều kiện cần thiết cho việc nuôi con nuôi;
- b) Người xin nhận con nuôi đã có đủ những thông tin tư vấn cần thiết cho việc nuôi con nuôi, đặc biệt là những thông tin về môi trường gia đình và xã hội ở Nước ký kết mà trẻ em là công dân.

2. Trong trường hợp xét thấy Người xin nhận con nuôi có đủ các điều kiện cần thiết cho việc nuôi con nuôi theo quy định của pháp luật nước mình, Cơ quan trung ương của Nước tiếp nhận chuyển cho Cơ quan trung ương của Nước ký kết mà trẻ em là công dân hồ sơ xin nhận con nuôi, đồng thời lập một văn bản gửi kèm theo hồ sơ bao gồm những thông tin về Người xin nhận con nuôi như sau:

- a) Họ và tên, ngày tháng năm sinh, Hộ chiếu/Chứng minh nhân dân, nơi thường trú, nghề nghiệp, địa chỉ liên hệ;
- b) Tình trạng năng lực hành vi dân sự;
- c) Khả năng đảm bảo việc nuôi con nuôi (khả năng kinh tế, hoàn cảnh nhân thân, gia đình, tình trạng sức khỏe, môi trường xã hội ...);
- d) Lý do xin nhận nuôi con nuôi;
- e) Nguyên vọng về trẻ em muốn xin nhận làm con nuôi (độ tuổi, giới tính và những đặc điểm khác) mà Người xin nhận con nuôi thấy thích hợp.

3. Hồ sơ xin nhận con nuôi phải đáp ứng đầy đủ yêu cầu do pháp luật của các Nước ký kết quy định. Hồ sơ phải kèm theo bản dịch, có chứng thực hợp lệ, ra ngôn ngữ của Nước ký kết mà trẻ em là công dân. Chi phí cho việc dịch hồ sơ do Người xin nhận con nuôi chịu.

Điều 11.

1. Cơ quan trung ương của Nước ký kết mà trẻ em là công dân (sau đây gọi là Nước gốc) phải đảm bảo rằng:

- a) Trẻ em được giới thiệu làm con nuôi thuộc diện được pháp luật cho phép làm con nuôi;
- b) Sau khi xem xét các khả năng nuôi dưỡng ở trong nước, thì thấy việc cho trẻ em đó làm con nuôi người nước ngoài là biện pháp thích hợp nhất cho lợi ích của trẻ em đó;
- c) Có sự đồng ý của những cá nhân hoặc tổ chức có quyền có ý kiến về việc cho trẻ em đó làm con nuôi;
- d) Những cá nhân hoặc tổ chức nói tại điểm c, khoản 1 Điều này đã được thông báo đầy đủ về các hình thức nuôi con nuôi khác nhau theo pháp luật của Nước tiếp nhận, cũng như về hệ quả pháp lý của mỗi hình thức nuôi con nuôi đó và đã đồng ý rõ ràng bằng văn bản về việc cho nhận con nuôi;
- e) Không có yêu cầu phải trả bất cứ một khoản tiền hay một sự đền bù nào cho việc đồng ý cho trẻ em làm con nuôi nói tại điểm c và điểm d, khoản 1 Điều này.

2. Trong trường hợp xét thấy có thể cho trẻ em làm con nuôi, Cơ quan trung ương của Nước gốc chuyển hồ sơ cho cơ quan có thẩm quyền của nước mình kèm theo công văn trong đó xác nhận đã có đầy đủ các điều kiện quy định tại khoản 1 Điều này và cho ý kiến về việc giải quyết hồ sơ đó.

Cơ quan trung ương của Nước gốc gửi bản sao công văn nói trên cho Cơ quan trung ương của Nước tiếp nhận.

Điều 12.

Cơ quan có thẩm quyền của Nước gốc gửi văn bản thông báo cho Người xin nhận con nuôi về trẻ em được giới thiệu cho làm con nuôi gồm những nội dung sau đây:

- a) Họ và tên, giới tính, ngày tháng năm sinh, nơi cư trú;

- b) Khả năng được nhận làm con nuôi;
- c) Hoàn cảnh cá nhân, môi trường xã hội và gia đình;
- d) Tình trạng sức khỏe;
- e) Các nhu cầu, sở thích đặc biệt khác của trẻ em, nếu có;

Người xin nhận con nuôi phải trả lời cơ quan có thẩm quyền của Nước gốc trong thời hạn sớm nhất và gửi bản sao ý kiến trả lời đó cho Cơ quan trung ương của Nước tiếp nhận.

Cho đến khi nhận được ý kiến trả lời của Người xin nhận con nuôi, trẻ em đã được giới thiệu cho người đó thì không được giới thiệu cho người khác.

Điều 13.

1. Quyết định cho nhận con nuôi và việc giao nhận con nuôi được thực hiện theo pháp luật của Nước gốc.
2. Các Cơ quan trung ương của hai Nước ký kết đảm bảo tạo mọi điều kiện thuận lợi cho trẻ em được xuất cảnh Nước gốc, cũng như được nhập cảnh và thường trú trên lãnh thổ của Nước tiếp nhận.
3. Cơ quan trung ương của Nước tiếp nhận thông báo cho Cơ quan trung ương của Nước gốc về những quyết định cho nuôi con nuôi của cơ quan có thẩm quyền quy định tại khoản 2 Điều 7 của Hiệp định này và gửi kèm theo bản sao những quyết định đó.

Điều 14.

Các Cơ quan trung ương của hai Nước ký kết cung cấp cho nhau mọi thông tin khác cần thiết cho việc giải quyết các hồ sơ cụ thể về nuôi con nuôi.

CHƯƠNG V CÔNG NHẬN CÁC QUYẾT ĐỊNH

Điều 15.

Quyết định về nuôi con nuôi của cơ quan có thẩm quyền của mỗi Nước ký kết quy định tại Điều 7 của Hiệp định này được mặc nhiên công nhận có hiệu lực trên lãnh thổ của Nước ký kết kia.

Tuy nhiên, việc công nhận có thể bị từ chối, nếu xét thấy việc nuôi con nuôi trái với những nguyên tắc và giá trị cơ bản của Nước ký kết được yêu cầu. Trong trường hợp này, Nước ký kết được yêu cầu thông báo bằng văn bản cho Nước ký kết kia; các Nước ký kết cùng nhau bàn bạc biện pháp giải quyết để bảo vệ quyền lợi của trẻ em đã cho làm con nuôi.

Điều 16.

Việc công nhận quyết định về nuôi con nuôi của cơ quan có thẩm quyền nói tại Điều 7 của Hiệp định này bao gồm cả sự công nhận đầy đủ các hệ quả pháp lý của việc nuôi con nuôi theo pháp luật của Nước ký kết ra quyết định.

**CHƯƠNG VI
MIỄN HỢP PHÁP HÓA GIẤY TỜ**

Điều 17.

Giấy tờ, tài liệu do cơ quan có thẩm quyền của Nước ký kết này lập và được Cơ quan trung ương của Nước ký kết đó gửi cho Cơ quan trung ương của Nước ký kết kia, được miễn hợp pháp hóa lãnh sự.

**CHƯƠNG VII
HỢP TÁC**

Điều 18.

1. Mỗi Nước ký kết đảm bảo rằng trẻ em là công dân của Nước ký kết kia được nhận làm con nuôi trên lãnh thổ của nước mình được bảo vệ và được hưởng đầy đủ những quyền dành cho trẻ em thường trú trên lãnh thổ của nước mình.
2. Trong trường hợp xét thấy việc tiếp tục để trẻ em trong gia đình cha mẹ nuôi không còn đáp ứng được lợi ích tốt nhất cho trẻ em đó, Cơ quan trung ương của Nước tiếp nhận đảm bảo sẽ áp dụng mọi biện pháp cần thiết để bảo vệ trẻ em đó. Sau khi tham khảo ý kiến của Cơ quan trung ương của Nước gốc, Cơ quan trung ương của Nước tiếp nhận sẽ thu xếp cho trẻ em đó có một môi trường khác thuận lợi cho sự phát triển của trẻ em.

Điều 19.

1. Các Cơ quan trung ương của các Nước ký kết thực hiện các biện pháp thích hợp nhằm thu thập, lưu giữ và trao đổi thông tin về tình trạng trẻ em và

Người xin nhận con nuôi, trong chừng mực cần thiết để thực hiện việc nuôi con nuôi.

2. Cơ quan trung ương của Nước tiếp nhận thực hiện những biện pháp thích hợp, trên cơ sở tôn trọng pháp luật của nước mình, để cung cấp thông tin về một tình trạng nuôi con nuôi cụ thể, theo yêu cầu có nêu rõ lý do của Cơ quan trung ương của Nước gốc.
3. Cơ quan trung ương của Nước gốc chỉ sử dụng những thông tin được cung cấp nhằm mục đích bảo vệ lợi ích tốt nhất cho trẻ em.

Điều 20.

1. Các Nước ký kết thành lập Nhóm công tác hỗn hợp, bao gồm đại diện ngang nhau của các Cơ quan trung ương và các cơ quan nhà nước khác có trách nhiệm về nuôi con nuôi của mỗi Nước ký kết.
2. Nhóm công tác hỗn hợp họp định kỳ mỗi năm một lần, lần lượt ở mỗi Nước ký kết, để xem xét, đánh giá việc thực hiện Hiệp định này và đưa ra các kiến nghị để giải quyết những vấn đề phát sinh. Ngoài ra, khi xét thấy cần thiết, các Nước ký kết có thể quyết định họp phiên bất thường Nhóm công tác hỗn hợp.

Điều 21.

Các Nước ký kết hợp tác nhằm thực hiện tốt Hiệp định này. Việc hợp tác này chủ yếu tập trung vào việc trợ giúp kỹ thuật cho các cơ quan hoặc tổ chức hoạt động trong lĩnh vực nuôi con nuôi, đào tạo cán bộ cũng như trao đổi thông tin và kinh nghiệm.

**CHƯƠNG VIII
ĐIỀU KHOẢN CUỐI CÙNG**

Điều 22.

Hiệp định này phải được phê chuẩn.

Hiệp định này sẽ có hiệu lực kể từ ngày đầu tiên của tháng thứ hai sau ngày nhận được văn kiện phê chuẩn thứ hai.

Điều 23.

Hiệp định này có giá trị trong thời hạn 5 năm. 6 tháng trước khi Hiệp định hết hiệu lực, nếu Nước ký kết này không nhận được thông báo bằng văn bản của Nước ký kết kia về ý định chấm dứt hiệu lực của Hiệp định, thì Hiệp định được gia hạn thêm mỗi thời kỳ là 3 năm, nếu trong thời hạn 6 tháng trước khi kết thúc từng thời kỳ này, không Nước ký kết nào thông báo bằng văn bản về ý định chấm dứt hiệu lực của Hiệp định này.

Điều 24.

Hiệp định này có thể được sửa đổi, bổ sung theo sự thoả thuận giữa các Nước ký kết. Yêu cầu sửa đổi, bổ sung phải được gửi qua đường ngoại giao.

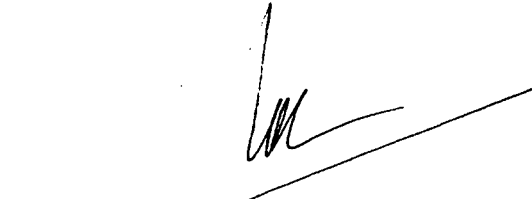
Để làm bằng, Đại diện toàn quyền của các Nước ký kết đã ký và đóng dấu vào Hiệp định này.

Làm tại Hà Nội, ngày 1 tháng 2 năm 2000, thành hai bản, mỗi bản bằng tiếng Pháp và tiếng Việt, cả hai văn bản đều có giá trị như nhau.

Thay mặt
Nước Cộng hoà Pháp


SERGE DE GALLAIX

Thay mặt
Nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam


Nguyễn Đình Lộc

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION CONCERNING COOPERATION WITH RESPECT TO THE
ADOPTION OF CHILDREN BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND
THE SOCIALIST REPUBLIC OF VIET NAM

The French Republic and the Socialist Republic of Viet Nam (hereinafter referred to as "the Contracting States"),

Recognizing that the child, for the full and harmonious development of his or her personality, should grow up in a family environment, in an atmosphere of happiness, love and understanding;

Recognizing that each State should take, as a matter of priority, appropriate measures to enable the child to remain in the care of his or her family environment and to ensure alternative care for a child deprived of his or her family environment;

Recognizing that intercountry adoption offers the advantage of a permanent family to a child for whom a suitable family cannot be found in his or her country of origin;

Desiring to establish cooperation measures to ensure that adoptions of children who are nationals of one of the two Contracting States and habitually reside in the territory of that Contracting State by persons habitually resident in the territory of the other Contracting State take place in accordance with the fundamental principles and values of each Contracting State and in accordance with the United Nations Convention on the Rights of the Child, of 20 November 1989, in particular its provisions concerning protection of the child's best interests and respect for his or her fundamental rights, and in order to prevent the abduction or sale of or traffic in children and improper financial gain on the occasion of an adoption;

Having regard to the Convention between the French Republic and the Socialist Republic of Viet Nam concerning mutual judicial assistance in civil matters, signed in Paris on 24 February 1999;

Have agreed to conclude this Convention and have designated as plenipotentiaries for that purpose:

The President of the French Republic: Mr. Serge Degallaix, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the French Republic in the Socialist Republic of Viet Nam,

The President of the Socialist Republic of Viet Nam: Mr. Nguyen Dinh Loc, Minister of Justice,

Who, having exchanged their powers, found in good and due form, have agreed as follows:

CHAPTER I. SPHERE OF APPLICATION

Article 1

1. This Convention shall apply when a child who is a national of one Contracting State and habitually resides in the territory of that State is to be adopted by a person or two spouses.

es habitually resident in the territory of the other Contracting State (hereinafter referred to as "the adopters").

2. This Convention shall apply to adoptions of children who have yet to attain the age limit for adoption stipulated in the national legislation of each Contracting State.

CHAPTER II. CENTRAL AUTHORITIES

Article 2

The central authorities of the Contracting States responsible for implementing this Convention (hereinafter referred to as "the Central Authorities") shall be, in the French Republic, the Intercountry Adoption Mission (Mission de l'Adoption Internationale) and, in the Socialist Republic of Viet Nam, the Ministry of Justice.

Article 3

The Central Authorities may enlist the support of other competent State public authorities and other duly accredited adoption bodies in the application of this Convention, in accordance with the national law of each Contracting State.

Article 4

The Central Authorities, alone or assisted by competent public authorities, shall take all appropriate measures in accordance with their national legislation to prevent improper financial gain on the occasion of an adoption under this Convention. They shall also, if necessary, take all appropriate measures to punish such practices.

Article 5

To ensure proper application of this Convention, the Central Authorities shall, in accordance with their national legislation, exchange legal information, statistical data and other relevant information.

They shall exchange information concerning the functioning of the Convention and take the necessary measures to remove obstacles to its application.

Article 6

The Central Authorities shall correspond directly with each other in the language of the requested State; their involvement shall be free of charge.

CHAPTER III. RESPONSIBILITY AND APPLICABLE LAW

Article 7

1. The decision to offer a child for adoption shall be the responsibility of the authorities of the Contracting State of which the child is a national.

2. If the legislation of the State of habitual residence of the adopters provides for a form of adoption requiring another adoption decision, that decision shall be the responsibility of that State's authorities.

Article 8

The designation of the persons or institutions authorized to approve the adoption, as well as the procedure for obtaining such approval, shall be governed by the law of the child's country of origin.

CHAPTER IV. ADOPTION PROCEDURE

Article 9

Persons habitually resident in the territory of one Contracting State wishing to adopt a child who is a national of the other Contracting State and habitually resident in its territory should contact the Central Authority of the State of their habitual residence. Such persons shall submit their application to that Authority.

Article 10

1. The Central Authority of the State of habitual residence of the adopters (hereinafter referred to as "the receiving State") shall ensure:

- (a) That the adopters fulfil the necessary requirements for adoption;
- (b) That they have been given all possible relevant advice relating to the adoption, particularly concerning the family and social environment in the child's country of origin.

2. If the Central Authority of the receiving State considers that the adopters meet the necessary requirements for adoption in accordance with their national legislation, it shall transmit the application of the prospective adopters to the Central Authority of the child's State of origin, accompanied by a note containing the following information on the adopters:

- (a) First name and family name, date of birth, passport or identity card, place of habitual residence, profession, address for correspondence;
- (b) Legal status in civil matters;
- (c) Suitability to adopt (financial situation; personal, family and medical situation; social environment etc.);
- (d) Motivation for adoption;

(e) Desired characteristics of the child they would be able to adopt (age, sex and other characteristics).

3. The adoption application must comply with all legal requirements of the Contracting States. It must be accompanied by a certified translation in the language of the child's State of origin. The costs of translating the application are to be borne by the adopters.

Article 11

1. The Central Authority of the child's State of origin (hereinafter referred to as "the State of origin") shall ensure that:

(a) The child proposed for adoption is adoptable under the law of the child's country of origin;

(b) Local care possibilities having been investigated, intercountry adoption is the solution in the child's best interests;

(c) Consent to the adoption has been given by the persons or institutions competent to consent to adoption;

(d) The persons or institutions referred to in paragraph 1 (c) of this article have been duly informed of the various types of adoption provided for under the legislation of the receiving State, as well as their legal effects, and have given their express written consent to the adoption;

(e) No request for payment or compensation has been made to obtain the consent to the adoption referred to in paragraph 1 (c) and (d) of this article.

2. If the Central Authority of the State of origin considers that the child is adoptable, it shall transmit the adopters' file to its competent authority, accompanied by a note certifying that the conditions specified in paragraph 1 of this article have been fulfilled, and shall give an opinion on the proposed adoption.

It shall transmit a copy of the note to the Central Authority of the receiving State.

Article 12

The competent authority of the State of origin shall send a note to the adopters containing the following information on the child proposed for adoption:

(a) First name and family name, sex, date of birth, domicile;

(b) Adoptability;

(c) Personal, family and social situation;

(d) State of health;

(e) Special needs, if any.

The adopters shall expeditiously communicate to the competent authority of the State of origin their response to the proposal and send a copy of that response to the Central Authority of the receiving State.

Pending receipt of the adopters' response, the child who has been proposed to them may not be the subject of any other adoption proposal.

Article 13

1. The decision to entrust a child to the care of the adopters and the transfer of the child shall be made in accordance with the legislation of the State of origin.

2. The Central Authorities of the two Contracting States shall ensure that the child enjoys every facility to leave his or her country of origin and to enter and permanently remain in the territory of the receiving State.

3. The Central Authority of the State receiving the child shall inform the Central Authority of the State of origin of decisions relating to the adoption that are made by the competent authorities referred to in article 7, paragraph 2, of this Convention and send it copies thereof.

Article 14

The Central Authorities of the two Contracting States shall exchange all other information relevant to the processing of individual adoption applications.

CHAPTER V. RECOGNITION OF DECISIONS

Article 15

Adoption decisions made by the competent authorities of either Contracting Party and referred to in article 7 of this Convention shall be automatically recognized in the territory of the other Contracting State.

Nevertheless, recognition may be refused if the adoption is contrary to the fundamental principles or values of the requested State. In such case, a written communication must be sent to the other Contracting State and the Contracting States shall agree on the measure to be taken to protect the child's interests.

Article 16

Recognition of adoption decisions made by the competent authorities referred to in article 7 of this Convention shall include recognition of all the legal effects of the adoption envisaged in the legislation of the State that made the decision.

CHAPTER VI. WAIVER OF AUTHENTICATION

Article 17

Authentication shall be waived for acts and documents drawn up by the competent authorities of one Contracting State and transmitted by the Central Authority of that State to the Central Authority of the other State.

CHAPTER VII. COOPERATION

Article 18

1. The two Contracting States shall ensure that a child who is a national of one Contracting State adopted in the territory of the other Contracting State enjoys the protection of the rights granted to children habitually resident in the latter territory.

2. If it is no longer in the child's best interests to remain with his or her adoptive family, the Central Authority of the receiving State shall ensure that all necessary measures are taken to protect the child. After consulting with the Central Authority of the State of origin, the Central Authority of the receiving State shall ensure that the child is placed in an environment conducive to his or her development.

Article 19

1. The Central Authorities shall take the necessary measures to collect, maintain and exchange information concerning the situation of the child and his or her future adoptive parents, to the extent necessary for the adoption.

2. The Central Authority of the receiving State shall take the necessary measures to respond, in accordance with its national legislation, to reasoned requests for information on a specific adoption situation formulated by the Central Authority of the State of origin.

3. The Central Authority of the State of origin shall refrain from using such information for any purpose other than that of protecting the best interests of the child.

Article 20

1. A joint working group shall be established comprising an equal number of representatives of the Central Authorities and representatives of other public authorities of each Contracting State competent in adoption matters.

2. The joint working group shall meet once a year, alternately in each Contracting State, in order to evaluate and assess the implementation of this Convention and to formulate proposals for resolving any difficulties. The Contracting States may also decide to convene the joint working group in special session as necessary.

Article 21

The two Contracting States shall cooperate to ensure the proper application of this Convention. Such cooperation shall include technical assistance to the authorities or institutions involved in adoption, staff training and exchange of information and experience.

CHAPTER VIII. FINAL CLAUSES

Article 22

This Convention shall be subject to ratification.

It shall enter into force on the first day of the second month following the date of receipt of the second instrument of ratification.

Article 23

This Convention shall be concluded for a five-year period. Unless one Contracting State provides written notification six months before the expiration of the initial period to the other Contracting State of its desire not to renew, it shall be renewable for three-year periods if neither Contracting State has given written notification to the other Contracting State of its objection to the renewal six months before the end of each period.

Article 24

This Convention may be revised and amended by mutual agreement between the Contracting States. Any proposal for revisions shall be made through the diplomatic channel.

In witness whereof the plenipotentiaries of each Contracting State have signed this Convention and affixed their seals thereto.

Done in duplicate in Hanoi on 1 February 2000, in the French and Vietnamese languages, both texts being equally authentic.

For the French Republic:

SERGE DEGALLAIX

For the Socialist Republic of Viet Nam:

NGUYỄN DINH LỘC

